

Jean-Marie Harribey, économiste atterré : «L'épidémie du Covid-19 a mis sur la table ce qu'on croyait impossible : distinguer les besoins essentiels des futiles ou nocifs»

[Jérôme Skalski](#)

Dans *le Trou noir du capitalisme*, l'économiste se réclamant de Marx, Polanyi et Keynes dresse un tableau critique du capitalisme contemporain et de l'impasse où il se trouve. Il propose aussi trois voies de bifurcation possibles dans lesquelles l'humanité se trouve dans l'obligation de s'engager d'urgence face à la crise sociale, économique, environnementale actuelle.

Que signifie la qualification de « trou noir » pour analyser le capitalisme mondial aujourd'hui ?

Jean-Marie Harribey. Je procède à une analogie avec les trous noirs découverts par les astrophysiciens. Un trou noir est un corps astrophysique dont le noyau absorbe toute matière et tout rayonnement lumineux à cause de sa force gravitationnelle. On le dit noir parce qu'aucune lumière provenant de lui ne peut nous parvenir. En ce début de XXI^e siècle, le capitalisme mondialisé a porté sa logique d'extension jusqu'à vouloir tout englober, de la moindre activité humaine jusqu'aux éléments naturels et tout le vivant, en passant par les connaissances. Englober, c'est-à-dire tout soumettre à la loi de la rentabilité, du profit et de l'accumulation du capital. Tout est promis à la marchandisation. Et pour cela, des droits de propriété doivent être instaurés sur toutes matières, naturelles ou produites, ou, sinon, sur leur usage, comme celui de l'air pour y envoyer sans retenue des gaz à effet de serre modifiant le climat.

Pourquoi insistez-vous sur le fait que « c'est bien le capitalisme qui est en crise » et non pas le « productivisme », en général, ou le « néolibéralisme » en particulier ?

Jean-Marie Harribey. Dans la première partie de mon livre, que j'annonce comme résolument marxienne parce que, utilisant les outils théoriques critiques de Marx, je montre que ce qui fait la spécificité de la crise mondiale actuelle, c'est la conjonction inédite dans l'histoire humaine (et donc du capitalisme) de contradictions sociales et écologiques qui minent la rentabilité du capital et donc la dynamique même de l'accumulation. D'un côté, malgré l'essor de nouvelles techniques, de l'informatique, de la robotique, le capital ne réussit pas à faire croître significativement la productivité du travail. Pire, cette productivité connaît une progression qui diminue d'année en année partout dans le monde. En moyenne, elle ne dépasse guère plus, dans les pays développés, 1 % par an. Or, au final, c'est toujours la productivité du travail qui commande la rentabilité du capital dans un contexte donné du rapport de forces. D'un autre côté, le gigantisme du productivisme et du consumérisme saccage la planète, épuise ou pollue les ressources et modifie le climat. Le capitalisme se heurte donc à des limites infranchissables. Pour ne prendre qu'un exemple, le taux de retour énergétique (énergie produite par rapport à l'énergie utilisée pour la produire) décline pour

toutes les énergies fossiles. Alors, la conjonction de l'impossibilité de pousser l'exploitation de la force de travail jusqu'au point où les marchandises ne peuvent plus trouver suffisamment de demandeurs avec l'impossibilité de pousser l'exploitation de la nature au-delà des limites de la Terre explique le caractère systémique de la crise du capitalisme.

"Le coronavirus a mis le feu, mais la poudre a été répandue par un demi-siècle d'un capitalisme de plus en plus dément, c'est-à-dire conforme à son « idéal type »".

Il ne reste plus à celui-ci que la fuite en avant de la financiarisation, surfant sur le grossissement d'un capital fictif qui est, tôt ou tard, frappé de nullité. La dynamique même du capitalisme est contradictoire avec une responsabilité sociale et écologique parce qu'elle ne peut durer qu'en exploitant les humains et la nature. C'est dans ce contexte-là que survient la pandémie du Covid-19, qu'il faut prendre comme un déclencheur de catastrophe mais non comme la cause profonde de celle-ci. Le virus a mis le feu à la poudre, mais la poudre avait été répandue par un demi-siècle d'un capitalisme de plus en plus dément, c'est-à-dire conforme à son « idéal type ». Nous sommes davantage dans la période du capitalocène que dans celle de l'anthropocène qui dédouane la logique du système et qui place abusivement tous les humains à égalité de responsabilité dans la dégradation écologique.

Vous référant à la fois à Marx, Polanyi et Keynes, vous mettez en avant la nécessité d'engager diverses « bifurcations possibles » pour sortir de l'impasse historique actuelle. Quelles sont-elles ?

Jean-Marie Harribey. La première partie de mon livre appliquait les concepts de Marx pour comprendre cette réalité. La seconde tire parti de l'avertissement prémonitoire de l'anthropologue Karl Polanyi au milieu du XX^e siècle : si le travail, la terre et la monnaie étaient marchandisés, ce serait la mort de la société. Alors, j'esquisse trois voies pour sortir de la nasse et amorcer une grande bifurcation : réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie. Réhabiliter le travail, c'est dire que, parce que le travail est « vivant », il est central dans la vie des individus, pour leur intégration dans la société et par son rôle de médiateur de relations sociales. Il est central aussi, bien sûr, dans la production de valeur économique, et la répartition de celle-ci est un indicateur-clé de l'état du rapport de forces avec le capital. Or, le capitalisme dans sa phase néolibérale, parce que les ressorts de sa rentabilité étaient grippés, n'a eu de cesse que de dévaloriser le travail, amoindrir ses droits et exiger des travailleurs qu'ils adhèrent aux objectifs de l'entreprise pour servir des dividendes aux actionnaires. Il s'ensuit que réhabiliter le travail reposerait sur trois moyens principaux. Le premier est que les salaires et les prestations sociales ne progresseraient jamais moins vite que la productivité du travail, une fois que le chômage est drastiquement abaissé par la réduction du temps de travail. Le deuxième moyen est la restauration d'un droit du travail protecteur. Le troisième est l'instauration de la démocratie dans les entreprises, par la création de conseils économiques et sociaux, de telle sorte que le pouvoir de décision du type de production, des investissements, des conditions d'emploi et de travail soit dissocié de la propriété du capital. Les finalités du travail seraient redéfinies pour cerner quels sont les besoins essentiels à satisfaire et les activités vraiment utiles.

"Le capitalisme dans sa phase néolibérale, parce que les ressorts de sa rentabilité étaient grippés, n'a eu de cesse que de dévaloriser le travail."

On rejoint alors le deuxième volet des bifurcations. Celui-ci concerne l'institution des « communs » de façon à mettre en cohérence les objectifs sociaux et les objectifs écologiques de transformation de la société. La notion de commun(s), utilisée au singulier et au pluriel, vise, d'une part, à renouveler de fond en comble la conception traditionnelle des biens publics et des services collectifs. Il s'agit de transformer le mode de gestion de ce qui est aujourd'hui réalisé sous l'égide de l'État et des collectivités territoriales pour en faire une chose commune autogouvernée et autogérée par les populations concernées au plus près possible de leur existence. Ce n'est pas une mise en cause de la propriété publique mais c'est la transformer pour qu'elle devienne véritablement sociale. D'autre part, il s'agit de donner le statut de biens communs à tous les éléments essentiels à la vie, qui doivent être soustraits à la marchandisation. Cela concerne les ressources naturelles comme l'eau, l'air, le vivant, tout ce que Polanyi désignait par « *la terre* », ainsi que les connaissances, les institutions sociales donnant accès à l'éducation, à la protection sociale. L'objectif est donc double : instituer une gestion commune de biens érigés au rang de communs.

Pouvez-vous préciser ce que vous appelez la « socialisation de la monnaie » et nous indiquer ce que seraient ses mécanismes ?

Jean-Marie Harribey. Oui, c'est le troisième volet du triptyque de la grande bifurcation. Le capitalisme néolibéral a procédé à une sorte de privatisation de la monnaie, qui est pourtant une institution sociale à part entière. Dans le cadre de la liberté qui a été accordée aux capitaux de circuler dans le monde et du développement sans entrave des marchés financiers, le rôle dévolu aux banques centrales a été, depuis quarante ans, de veiller à la stabilité de la rente financière. C'est particulièrement vrai pour la Banque centrale européenne (BCE), rendue totalement indépendante du reste de la société et du pouvoir politique. Ce dogme est en train heureusement de voler en éclats. Aujourd'hui, on peut et on doit resocialiser la monnaie, c'est-à-dire retrouver la maîtrise du crédit et donc de la création monétaire pour financer les énormes investissements de transition écologique. La crise du coronavirus montre à quel point on a besoin d'un pôle bancaire public, d'un contrôle social sur celui-ci et d'une banque centrale qui soit celle de l'ensemble de la société.

"Aujourd'hui, on peut et on doit resocialiser la monnaie, c'est-à-dire retrouver la maîtrise du crédit et donc de la création monétaire pour financer les énormes investissements de transition écologique."

Au lieu d'obliger les États à emprunter sur les marchés financiers soit directement, soit indirectement via le Mécanisme européen de stabilité, la BCE devrait financer directement les dépenses publiques. C'est-à-dire étendre ce que la Banque d'Angleterre vient de décider pour financer les seules dépenses liées au redémarrage de l'économie paralysée par la pandémie. Ainsi, on utilise l'énorme avantage d'une banque centrale qui, seule, a la possibilité de créer à volonté de la monnaie s'il faut effectuer des dépenses et des investissements publics essentiels. Le risque d'inflation est nul lorsque des forces de travail et des équipements productifs sont inemployés et donc disponibles.

Un autre des points sur lesquels vous insistez est le caractère nécessairement démocratique et pluriel que doivent prendre les chemins de l'alternative que vous appelez de vos vœux. Pourquoi ?

Jean-Marie Harribey. Parce que les chemins de la révolution aboutissent à des impasses quand elle n'est pas pensée comme un processus démocratique. C'est toute la leçon du XX^e siècle. C'est en ce sens que la planification de la transition écologique et sociale peut servir de boussole de transformation. Loin d'une étatisation de l'économie et d'une centralisation des décisions, la planification peut prouver son efficacité si elle s'insère dans le processus de socialisation, c'est-à-dire de remise dans les mains de collectifs de travailleurs et de citoyens des décisions d'orientation de la vie collective.

"Les chemins de la révolution aboutissent à des impasses quand elle n'est pas pensée comme un processus démocratique. C'est toute la leçon du XXe siècle."

L'épidémie du Covid-19 a mis sur la table ce qu'on croyait impossible : distinguer les besoins essentiels des futiles ou nocifs, et donc désigner quelles sont les activités les plus utiles à la société : produire du soin par des soignants ou de la publicité par des agences de com, produire de l'éducation par des enseignants ou de l'e.commerce sur des plateformes, mener de la recherche scientifique ou de la spéculation par des traders ? En bref, le confinement vient de prouver que la vraie richesse, ce n'est pas la marchandise et sa valeur d'échange, mais la valeur d'usage des biens et services essentiels.

La crise sanitaire mondiale actuelle ne met-elle pas également en évidence la nécessité d'une réponse universelle concrète, en opposition à la dérive mortifère du capitalisme ?

Jean-Marie Harribey. La mondialisation capitaliste est en cause. Elle a abouti à un désastre social, écologique, économique et aujourd'hui sanitaire. Et elle nous menace de déflagrations géopolitiques, voire guerrières. Tout ce qu'elle a construit doit être démantelé : circulation effrénée des capitaux, marchés dérégulés, droits fondamentaux de la personne humaine bafoués, notamment ceux des migrants. L'heure est à la construction de solidarités et de coopérations aux échelons régionaux, à la restauration d'une régulation internationale sous l'égide de l'ONU, dont les décisions doivent être respectées. Les scientifiques donnent l'exemple d'une coopération pour le « bien commun » : c'est le cas des climatologues du Giec, c'est celui de tous les virologues qui échangent en ce moment leur savoir librement, hors de toute contrainte de brevets lucratifs.

Entretien réalisé par Jérôme Skalski